

Le révisionnisme alimenté par Péan

COMME UN COW-BOY isolé, Péan s'est senti investi d'une mission sacrée : défendre l'honneur de son pays. Il fait feu de tout bois...

Je n'ai pas besoin d'y aller pour savoir ce qui s'y passe. Pas plus que Fernand Braudel n'a eu besoin de vivre dans la Méditerranée du XVI^e siècle pour en reconstituer l'histoire. »

Pierre Péan attribue cette phrase à François-Xavier Verschave, le fondateur de l'association « Survie » qui fut l'un des premiers à mettre en lumière l'implication de la France au Rwanda. L'auteur de *Noires fureurs, blancs menteurs* accuse Verschave de pratiquer le « copier-coller » à partir des informations des autres, sans se rendre sur le terrain. C'est bien vu. Sauf que cette méthode est aussi la sienne. Lorsqu'en avril 2004, Péan m'expliqua son projet de livre, à l'occasion d'un entretien que je croyais amical, je lui suggérai de se rendre au Rwanda, ne serait-ce que pour se rendre sur la colline de Massaka d'où avaient été lancés les deux missiles qui abattirent l'avion présidentiel, s'entretenir avec des témoins et des survivants, retrouver les traces et les souvenirs laissés par l'Opération Turquoise.

Il me répondit qu'un tel déplacement n'était pas nécessaire, non seulement parce que la presse n'était pas libre au Rwanda, mais surtout parce qu'il disposait déjà des meilleures informations possibles : l'accès aux archives de l'Élysée, aux documents personnels du président Mitterrand et de son fils Jean-Christophe. Un privilège exceptionnel, effectivement, dont n'avaient pas bénéficié, en 1998, les députés qui avaient participé à la commission d'enquête mise sur pied par l'Assemblée nationale et dirigée par Paul Quilès.

Fréquentant Mitterrand et son fils, Péan eut l'occasion de constater l'émoi que suscitaient les événements du Rwanda

Il est vrai que Péan était ce que l'on appelle un homme « bien introduit ». Il le reconnaît d'ailleurs : Bruno Delhay, qui était en 1994 conseiller à l'Élysée pour les affaires africaines, était un ami personnel, et c'est grâce à lui que l'écrivain eut l'occasion de rencontrer François Mitterrand et de l'interroger sur les épisodes peu connus de sa vie, qui allaient permettre la rédaction de *Une jeunesse française*. Fréquentant à l'époque l'Élysée, le président et son fils Jean-Christophe, les conseillers et les militaires, Péan eut donc l'occasion de constater l'émoi que suscitaient les événements du Rwanda, les massacres sans doute, et plus sûrement encore les critiques que suscitait l'engagement ambigu de la France. C'est d'alors que date le désir de jeter une autre lumière sur la politique menée par l'Élysée.

Pourquoi l'heure de cette entreprise de défense et de réhabilitation a-t-elle aujourd'hui sonné ? Parce que ce serait le moment de la curée à l'encontre du régime de Kigali ? Kagame et les siens font effectivement l'objet d'un tir groupé, plusieurs livres accusateurs étant publiés presque simultanément, avec des auteurs qui se recourent, se renvoient l'ascenseur. Ils se réfèrent tous à l'enquête du juge Bruguière. Une enquête présentée comme terminée depuis deux ans mais dont des éléments choisis n'ont jamais été communiqués qu'à quelques privilégiés. L'action de l'armée française au Rwanda se trouve elle aussi sous le feu des projecteurs : une juge d'instruction se trouve en ce moment à Kigali, suite à des plaintes déposées par des Rwandais à l'encontre de militaires français...

Pour les besoins de sa démonstration, Péan se focalise sur les années 90-94 et il éclaire – de manière très intéressante et parfois inédite – la face émergée de la politique française de l'époque : les efforts diplomatiques afin que soient appliqués les accords d'Arusha d'une part, et de l'autre, l'engagement croissant des militaires afin de contenir les avancées du FPR. Car la présence française avait deux visages : s'il avait visité le Rwanda à cette époque,

l'enquêteur aurait aussi pu évoquer ces barrages routiers où les soldats français contrôlaient et triaient les citoyens rwandais en fonction de leur ethnie, les manœuvres conjointes dans la région de Ruhengeri, les entraînements de miliciens visibles sur les collines proches de la capitale. Et s'il avait été présent à Kigali en avril 1994, Péan aurait vu, comme le colonel Marchal, que les C-130 français de l'Opération Amayllis, venus pour évacuer

A propos de l'attentat contre Habyarimana, la religion de Péan le dispense de toute réelle enquête ou vérification

les expatriés, déposaient aussi sur le tarmac des caisses d'armes destinées à l'armée gouvernementale. Il aurait vu brûler les archives de son ambassade, aurait entendu les pleurs des employés tutsis abandonnés et compris pourquoi aujourd'hui le nouvel ambassadeur de France à Kigali a inauguré une plaque commémorative portant leurs noms. Il aurait aussi pu enquêter sur le rôle exact de ces 25 coopérants militaires demeurés au Rwanda après le retrait officiel des forces françaises en décembre, qui, en mars, assureraient à de nombreux témoins qu'ils se trouvaient au Rwanda « pour une mission de courte durée ». Et si, dans la soirée du 6 avril, alors que l'avion présidentiel venait d'exploser en vol, Péan avait téléphoné à l'ambassade de son pays, il se serait lui aussi entendu répondre que « les Belges ont abattu l'avion ». Une accusation relayée par la *Radio des Mille Collines* et les extrémistes hutus (qualifiés de « nationalistes ») qui a mené à l'assassinat des dix Casques bleus belges...

A propos de l'attentat, la religion de Péan le dispense de toute réelle enquête ou vérification, puisqu'il dit savoir que, de toutes manières, Kagame en est le commanditaire. En ce qui me concerne, je n'ai jamais fait que formuler, au conditionnel, d'autres hypothèses, dont une éventuelle implication de ressortissants français ou même une erreur de cible (un C130 belge se trouvait au-des-

sus de Kigali à la même heure que le Falcon présidentiel) mais aucune enquête internationale n'a jamais été menée pour vérifier les assertions des uns ou des autres, ce qui représente un autre scandale.

Relayant sans doute les vues de ses informateurs, Péan me désigne comme l'un des acteurs principaux de la désinformation, à la suite de mes articles et d'un ouvrage publié en 1994, présenté comme une « apothéose ». Le travail de journaliste réalisé à l'époque ne mérite ni cet excès d'honneur ni cette indignité, non seulement parce que le livre eut une audience normale, plus en Belgique qu'en France d'ailleurs, mais aussi parce qu'il fut suivi de nombreux articles et de trois ouvrages revenant sur les méthodes et les objectifs du Front patriotique rwandais, sur la personnalité du président Kagame, et sur les crimes de guerre et violations des droits de l'homme commis par ses troupes, au Rwanda et en République démocratique du Congo. Mais à part un bref paragraphe qui conforte sa propre thèse, Péan ne mentionne guère ce travail ultérieur.

Par contre, lorsqu'il raconte que le ministre de la Coopération de l'époque, Michel Roussin, interroge le chef de la Coopération militaire, le général Huchon, pour savoir, en se référant à l'hypothèse avancée par *Le Soir*, si ses hommes ont ou non participé à l'attentat contre l'avion, obtenant une réponse évidemment négative, cette question est sans doute inspirée moins par l'article du *Soir* que par d'autres informations. En effet, ainsi qu'en attestent des comptes rendus officiels rwandais, une rencontre à Paris eut lieu le 9 mai 1994, entre le directeur de la mission militaire de coopération française, le général Huchon, et un émissaire du gouvernement intérimaire Ephrem Rwabalinda.

LE SOIR

26 & 27/11/2005

1/2

dantes, ni quand ils pourraient appuyer ses thèses, mais encore moins quand ils vont à l'encontre de ses théories...

Etrange aussi, son travail de sanctification absolue de la politique française menée à cette époque au Rwanda : la France aurait été le seul pays sans agenda caché, à ne vouloir que l'instauration d'une démocratie et la paix au Rwanda, le reste du monde, Belgique et pays anglo-saxons en tête, préférant cyniquement soutenir un pouvoir tutsi aux mains rouges de sang...

Péan a eu accès, rare privilège, aux archives de l'Elysée, ce qui lui permet de fournir d'intéressantes précisions sur la manière dont Paris percevait le danger imminent dans les années qui précéderent le génocide, et les efforts menés pour tenter d'enrayer ce danger. Mais il passe sous silence les agissements de militaires en pleine connivence avec ceux qui allaient perpétrer le génocide.

Péan y va à gros traits, sans s'embarrasser de nuances, ce qui nuit à son propos. Il met dans le même sac de vrais fidèles du régime Kagame et des chercheurs et journalistes, parfois dépassés par l'émotion, mais veillant ensuite à prendre le recul nécessaire.

L'autre personnalité positive de ce livre, aux côtés de François Mitterrand, c'est le président rwandais Juvénal Habyarimana, présenté comme un homme de bonne volonté... sur lequel la France a pourtant dû faire pression pour qu'il joue le jeu de la transition démocratique.

Mais le plus choquant reste la manière dont l'auteur efface toutes les informations rassemblées par des organisations comme Amnesty International et Human Rights Watch, ou par le TPIR d'Arusha, relatives à la planification du génocide dans les milieux hutus extrémistes et dans l'entourage du président Habyarimana. Il perd également en crédibilité en citant des témoignages insistant sur le fait que les Tutsis sont « des menteurs et des manipulateurs de premier ordre ». Des généralités ethnicisantes bien peu glorieuses.

Il cite de troublants témoignages relatifs à l'attentat contre l'avion présidentiel du 6 avril

Une manière de travailler biaisée qui n'incite pas à faire confiance à l'auteur, même lorsqu'il cite de troublants témoignages relatifs à l'attentat contre l'avion présidentiel du 6 avril. Il avance une thèse, qui mérite d'être prise en compte et vérifiée, selon laquelle ce serait Paul Kagame qui aurait organisé cet attentat qui fut le déclencheur de l'horreur. Un événement clé sur lequel il serait urgent de faire la lumière.

Tout au service de sa thèse, il flirte avec le révisionnisme: le génocide perpétré par les extrémistes hutus est le plus souvent qualifié de massacres et de tueries, et, quand apparaît le mot génocide, il est le plus souvent entre guillemets. Une ambiguïté effrayante. ■ VÉRONIQUE KIESEL

1/2

LE SOIR, 26 & 27/11/2005

2